

## LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, étant donné que l'économie canadienne a désespérément besoin de signaux clairs, le premier ministre pourrait-il maintenant déclarer publiquement que la position qui a été attribuée à tort ou à raison à son ministre des Finances, n'est pas la politique du gouvernement?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, notre politique est celle qu'a si bien exprimée le ministre des Finances le 8 novembre dernier. Elle est claire et témoigne de la gravité des problèmes qui affligent notre pays.

**M. Rodriguez:** Répondez à la question.

**M. Mulroney:** Elle invite à la discussion et à la participation sur une grande échelle. Je sais que vous tenez à participer au débat. Le ministre l'a commentée et j'ai fait de même. Une fois les choses placées dans leur contexte, j'espère que mon honorable ami reconnaîtra que nous n'avons pas agi de façon déraisonnable.

\* \* \*

## LE PROGRAMME CANADA AU TRAVAIL

## ON DEMANDE DE CANALISER LES FONDS VERS LE SECTEUR DE LA PETITE ENTREPRISE

**M. Jim Jepson (London-Est):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je pose ma question au vice-premier ministre. Étant donné que ce sont les petites entreprises qui créent de 70 à 80 p. 100 de tous les nouveaux emplois, plus précisément des emplois permanents favorisant la croissance économique réelle, le ministre voudrait-il tenter de canaliser les fonds du programme Canada au Travail vers le secteur de la petite entreprise au lieu de les allouer, comme c'est le cas actuellement, à des organismes sociaux lesquels tout en étant utiles, devraient faire objet d'autres programmes?

**M. Axworthy:** Et c'est reparti!

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre je prends note de la question du député et veillerai à ce que cette très intéressante contribution au débat soit portée à son attention.

\* \* \*

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

## TERRE-NEUVE—LES PROPOS ATTRIBUÉS AU MINISTRE DES FINANCES

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et concerne la même interview accordée à la Presse canadienne. Dans son énoncé de politique économique, le ministre des Finances a laissé entendre que les Terre-Neuviens étaient paresseux parce qu'ils préféraient les prestations d'assurance-chômage aux emplois.

**Des voix:** Oh, oh!

## Questions orales

**M. Rompkey:** Dans l'interview accordée à la Presse canadienne, il laisse maintenant entendre que les Terre-Neuviens sont tellement bêtes qu'ils n'auraient pas pu comprendre en quoi consistaient les compressions budgétaires touchant le PDIR et les allocations familiales si les conservateurs en avaient parlé pendant la campagne électorale. Pendant combien de temps les Terre-Neuviens devront-ils encore tolérer que le ministre des Finances les insulte comme il l'a fait à ces deux occasions? Quand le ministre se débarrassera-t-il de ses stéréotypes et cessera-t-il de considérer les Terre-Neuviens comme des Canadiens pittoresques mais inférieurs?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Je croyais, monsieur le Président, que ce genre de propos tendant à déformer la réalité avait disparu de notre paysage politique depuis déjà un certain temps. Le député sait très bien que le ministre des Finances est un homme d'honneur dont la probité est incontestable.

Il a joué un grand rôle, avec ma brillante amie la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, dans la conclusion d'un accord sur les gisements de pétrole sous-marins, dont les Terre-Neuviens pourront être fiers et qui leur apportera une prospérité et des possibilités qu'ils n'ont jamais connues depuis qu'ils se sont joints à la Confédération. Je pense que c'est un grand jour pour Terre-Neuve et pour le Canada.

**M. Rompkey:** Cette richesse inconnue apparaîtra peut-être à la fin de la décennie. Entre-temps, Bill Davis estime que nous sommes pauvres.

## L'ATTITUDE MINISTÉRIELLE

**L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador):** Monsieur le Président, le premier ministre a-t-il l'intention de demander aux conservateurs originaires du Haut-Canada d'arrêter de se montrer condescendants envers nous? Si ses ministres ne nous comprennent pas, qu'ils nous traitent au moins avec respect et dignité.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon honorable ami n'ignore certainement pas que les députés de mon parti et, j'en suis convaincu, tous les députés de la Chambre le tiennent en haute estime et se montrent très respectueux envers lui. Il a énormément apporté au Canada depuis son arrivée à la Chambre, et je l'en félicite.

\* \* \*

## LE CRTC

## LA SUSPENSION D'UN TÉLÉDISTRIBUTEUR À CALGARY

**M. Gordon Taylor (Bow River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant des Communications ou au secrétaire parlementaire. Aux yeux du CRTC, les libéraux sont encore au pouvoir. Ainsi, il a fait suspendre un télé-distributeur à Calgary sous prétexte qu'il avait diffusé de la musique religieuse chrétienne. Le ministre pourrait-il se pencher sur cette affaire et voir pourquoi le CRTC s'oppose avec autant de véhémence aux émissions et à la musique religieuses chrétiennes?